

DANS L'ACTUALITE du 10 au 11 mai 2017

Textes officiels

JORF n° 0109 du 10 mai 2017

Dispositions modifiant la transposition de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles

[Décret n° 2017-849 du 9 mai 2017 modifiant les dispositions réglementaires du code de l'environnement relatives aux installations mentionnées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles](#)

Réalisation de travaux d'isolation thermique à l'occasion de gros travaux de rénovation des bâtiments

[Décret n° 2017-919 du 9 mai 2017 modifiant les articles R. 131-28-7 et R. 131-28-9 du code de la construction et de l'habitation](#)

Définition de la nature des équipements, les conditions de fonctionnement, d'exploitation, de franchissement et d'utilisation des passages à niveau ainsi que leur classement en quatre catégories

[Arrêté du 19 avril 2017 modifiant l'arrêté du 18 mars 1991 relatif au classement, à la réglementation et à l'équipement des passages à niveau](#)

Procédures administratives en matière d'archéologie préventive et aux régimes de propriété des biens archéologiques

[Décret n° 2017-925 du 9 mai 2017 relatif aux procédures administratives en matière d'archéologie préventive et aux régimes de propriété des biens archéologiques](#)

Jurisprudence

Si la délibération prescrivant l'élaboration d'un PLU "est susceptible de recours devant le juge de l'excès de pouvoir, son illégalité ne peut, en revanche, eu égard à son objet et à sa portée, être utilement invoquée contre la délibération approuvant le plan local d'urbanisme"

[CE 5 mai 2017 commune de Saint-Bon-Tarentaise, req. n° 388902](#)

La section du contentieux juge que la représentativité des organisations syndicales signataires d'un accord collectif fixant le contenu d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) s'apprécie au niveau de l'entreprise, sans que la catégorie professionnelle des salariés concernés par l'accord ne soit prise en considération

[CE 5 mai 2017 Fédération des services CFDT, req. n° 389620](#)

Non-lieu à statuer en excès de pouvoir

[CE 5 mai 2017 M. B., req. n° 391925](#)

[CE 5 mai 2017 société Serenis, req. n° 393268](#)

Acceptation implicite par l'administration du changement de titulaire d'un marché public

[CAA Bordeaux 4 mai 2017 ministre de la défense, req. n° 15BX00510](#)

Circulaire

Instruction du Gouvernement du 3 mai 2017 sur la législation en matière d'aménagement commercial

[Cette circulaire a pour objet de rappeler aux CDAC plusieurs éléments essentiels à la bonne mise en œuvre de la législation relative à l'aménagement commercial dans le but de sécuriser juridiquement les décisions ou les avis rendus.](#)

Vu par ailleurs

Contrats publics

Les missions de maîtrise d'œuvre propres aux marchés publics globaux enfin connues

[Dans les marchés publics globaux lancés à compter du 1er juillet 2017, la mission du maître d'œuvre devra contenir au minimum certains éléments comme les études de projet et celles d'exécution. Les études d'esquisse et celles d'avant-projet sommaire seront facultatives. Le détail dans un décret « LCAP » publié au « Journal officiel » du 7 mai.](#)

Source : le Moniteur du 9/05/2017

Urbanisme

Création de l'établissement public Paris La Défense

[La ministre du logement et de l'habitat durable a présenté un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense.](#)

Source : Compte rendu du Conseil des ministres du 10/05/2017

Un nouveau contrat d'architecte pour le permis d'aménager

[Disponible sur le site du Conseil de l'Ordre, ce document précise les nouvelles obligations issues de la loi LCAP et les encadre dans une prestation globale et cohérente...](#)

Source : le Moniteur du 10/05/2017

SRU : deux décrets pour redéfinir le champ d'application

[Deux décrets du 5 mai permettent de redéfinir le champ d'application territoriale de l'article 55 de la loi SRU. Conformément aux articles 97 à 99 de la loi Egalité et citoyenneté du 27 janvier 2017, ils précisent les cas où les conditions d'application de la loi SRU sont renforcées et prévoient, dans le même temps, l'exemption de certaines communes.](#)

Source : le Moniteur du 9/05/2017

Environnement

Travaux embarqués : le nouveau décret enfin publié

[Le fameux décret instaurant l'obligation de réaliser des travaux d'isolation thermique par l'extérieur lors d'important travaux de ravalement des immeubles, qui avait tant scandalisé les défenseurs du patrimoine est paru, dans une version réécrite, au JO du 10 mai.](#)

Source : le Moniteur du 10/05/2017

Collectivités territoriales

République numérique : les données relatives aux subventions publiques bientôt en open data

[A partir du 1er août 2017, les données relatives aux subventions accordées par des organismes publics devront être publiées sur Internet. Nom de la société attributaire, montant de la subvention et modalités de versement comptent parmi les principales informations à publier.](#)

Source : le Moniteur du 09/05/2017

Transport

Notre-Dame-des-Landes: les partisans du projet d'aéroport interpellent Emmanuel Macron

[Bien que peu enthousiaste sur le projet de transfert de l'aéroport de Nantes sur le site de Notre-Dame-des-Landes, le futur président de la République Emmanuel Macron entend faire «respecter la consultation» qui a vu les partisans du projet l'emporter. Les pro-aéroport le lui ont rappelé.](#)

Source : le Moniteur du 10/05/2017

Presse

Notre-Dame-des-Landes : l'impossible compensation écologique de l'aéroport

[Les sénateurs ont analysé l'impact environnemental de quatre grands projets d'infrastructure](#)

Source : le Monde du 12/05/2017

Ces coins de France où la biodiversité est de plus en plus menacée

[Le réseau des sites Natura 2000 stagne depuis 2008, limitant les possibilités de préserver la richesse de ces écosystèmes. Sur 132 sites étudiés entre 2000 et 2010, quasiment la moitié \(47 %\) a connu une dégradation plus ou moins forte.](#)

Source : les Echos du 11/05/2017

Zones humides : les ONG s'alarment d'une décision du Conseil d'Etat

[Un litige banal en Lorraine a conduit le Conseil d'Etat à redéfinir la notion de « zone humide ». Cette jurisprudence ouvre une brèche dans la protection de sites jusqu'alors protégés.](#)

Source : les Echos du 11/05/2017